

DANS L'ACTUALITÉ du 3 au 6 février 2018

Textes officiels

JORF n°0028 du 3 février 2018

Décret n° 2018-61 du 1er février 2018 : absence de rattachement des recettes de la retenue à la source à la période complémentaire

[Décret n° 2018-61 du 1er février 2018 portant modification du décret n° 2007-687 du 4 mai 2007 pris en application de l'article 28 de la loi organique n° 2001-692 modifiée du 1er août 2001 relative aux lois de finances et en ce qui concerne la période complémentaire à l'année civile](#)

Annulation de l'arrêté du 3 mai 2017 fixant les caractéristiques générales et les règles de fonctionnement des établissements présentant au public des spécimens vivants de cétagés

[Décision nos 412210 et 412256 du 29 janvier 2018 du Conseil d'Etat statuant au contentieux](#)

Jurisprudence

La directive 2006/123 du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur encadre la possibilité pour un plan d'occupation des sols d'interdire l'activité de commerce de détail de produits non volumineux dans des zones géographiques situées en dehors du centre-ville

[CJUE 30 janvier 2018 X BV et Visser Vastgoed Beleggingen BV c / Raad van de gemeente Appingedam, aff. C-360/15, C-31/16](#)

Conditions auxquelles est subordonnée la conclusion à titre provisoire et sans procédure de publicité d'un contrat de concession de service destiné à assurer la continuité du service public
[CE 5 février 2018 Ville de Paris, Société des Mobiliers Urbains pour la Publicité et l'Information, req. n°s 416579, 416585, 416640, 416711, 416581, 416641](#)

Responsabilité des constructeurs à l'égard du maître de l'ouvrage et responsabilité décennale
[CAA Nancy 30 janvier 2018 Commune de Saint-Dié-des-Vosges, req. n° 16NC02728](#)

Vu par ailleurs

Aménagement du territoire

Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024

[Mardi 6 février 2018, le Sénat entame l'examen du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024](#)

Source : sénat du 5 février 2018

Le Sénat s'engage pour la réussite des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024

[Le 31 janvier 2018, le Sénat a adopté en commission le projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024](#)

Source : sénat du 31 janvier 2018

Avignon : non autorisation des zones commerciales nouvelles

[Les élus du bassin de vie d'Avignon disent stop au développement des zones commerciales](#)

Source : le moniteur du 02/02/2018

Projet de loi Elan

[« Le projet de loi Elan n'est pas une loi logement », Gérard Lebesgue, président de la Fédération française des constructeurs de maisons individuelles](#)

Source : le moniteur du 02/02/2018

Marchés publics et privés

Acheteurs de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur

[Education nationale : la régionalisation des achats en marche ?](#)

Source : achat public du 06/02/2018

Concession de mobiliers urbains

[Annulation de la concession provisoire relative à l'exploitation des « sucettes publicitaires » de la ville de Paris](#)

Source : achat public du 06/02/2018

Urbanisme

Grand Paris : le Sénat entend Catherine de KERSAUSON

[Mardi 6 février 2018 à 9h30, la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable entend Catherine de KERSAUSON, présidente de la 2^e chambre de la Cour des comptes, sur le rapport de la Cour relatif à la société du Grand Paris](#)

Source : sénat du 6/02/2018

Cour des comptes : bilan mitigé sur le Grand Paris Express

[Finances du Grand Paris : la faillite du politique](#)

Source : la gazette des communes du 05/02/2018

Vu dans les revues

AJDA n°4-2018 du 5 février 2018, p. 189 – *Date de référence pour la fixation de l'indemnité d'expropriation* – Cour de cassation, 3e civ. 25 janvier 2018, n° 16-25.138

AJDA n°4-2018 du 5 février 2018, p. 191 – *Annulation de l'arrêté sur les delphinariums* – CE 29 janvier 2018, n° 412210 – par Marie-Christine de Montecler

AJDA n°4-2018 du 5 février 2018, p. 192 – *Appartenance au domaine public avant le CGPPP et théorie de l'accessoire* – CE 26 janvier 2018, n° 409618 – par Emmanuelle Maupin

AJDA n°4-2018 du 5 février 2018, p. 194 – *A quelle date le juge doit-il se placer pour apprécier la compatibilité d'une installation classée avec un document d'urbanisme ?* – CE 29 janvier 2018, n° 405706 – par Jean-Marc Pastor

AJDA n°4-2018 du 5 février 2018, p. 194 – *Projet de loi alimentation : de nouvelles exigences pour la restauration collective publique en 2022* – par Emmanuelle Maupin

AJDA n°4-2018 du 5 février 2018, p. 196 – *Opposabilité et contrôle des motifs d'une cession de créance* – CE 26 janvier 2018, n° 402270

AJDA n°4-2018 du 5 février 2018, p. 199 – *La dispense de permis de construire ne porte pas atteinte au principe de libre administration* – CE 6 octobre 2017, n° 411778

AJDA n°4-2018 du 5 février 2018, p. 215 – *Désignation des délégués communautaires entre deux renouvellements de conseils municipaux* – CE 18 octobre 2017, n° 410193 – CE 12 juillet 2017, n° 409475 – CE 12 juillet 2017, n° 408303 – par Jean-François Lachaume

AJDA n°4-2018 du 5 février 2018, p. 235 – *La cristallisation des moyens perdue en appel* – CAA Bordeaux 30 novembre 2017, n° 15BX01869 – par Nicolas Normand

AJDI n°1-2018 du 31 janvier 2018, p. 6 – *Loi « Logement » : le fond et la forme* – par Yves Rouquet

AJDI n°1-2018 du 31 janvier 2018, p. 28 – *L'expropriation pour cause d'utilité publique* – par Simon Gilbert

JCPA n°5-2018 du 5 Février 2018, 2043 – Contrats / Marchés publics – *Clauses Molière Acte III : les faux-semblants du Conseil d'État* – commentaire par Loïc Robert

MoniteurJuris Contrats publics du 6 février 2018 – *Finances du Grand Paris : la faillite du politique*

MoniteurJuris Contrats publics du 6 février 2018 – *Devoir de conseil du maître d'œuvre et imprudence particulièrement grave du maître d'ouvrage* – CAA Nancy 30 janvier 2018, req. n° 16NC02728 – par Richard Deau

MoniteurJuris Contrats publics du 5 février 2018 – *Les documents locaux d'urbanisme et la mer* – par auteur associé

MoniteurJuris Contrats publics du 5 février 2018 – *Référé provision et difficultés d'exécution d'un marché à forfait* – CAA Marseille 30 janvier 2018, req. n° 17MA00726 – par Richard Deau

MoniteurJuris Contrats publics du 5 février 2018 – *Les élus du bassin de vie d'Avignon disent stop au développement des zones commerciales*

MoniteurJuris Contrats publics du 5 février 2018 – *Les procédures pour recours abusif à l'heure du bilan*

Presse

Les enjeux politiques et financiers du Grand Paris Express

[Grand Paris Express : mais pourquoi l'Etat prend-il de si mauvaises décisions ?](#)

Source : alternatives économiques du 05/02/2018

Le Groupe Société générale soutien les projets du Grand Paris

[Grand Paris : Société générale annonce 2,5 milliards d'euros d'engagement](#)

Source : le journal du grand paris du 05/02/2018